ASSEMBLÉE NATIONALE

23 janvier 2025

PLFSS POUR 2025 - (N° 622)

Tombé

AMENDEMENT

N° AS400

présenté par

Mme Lebon, M. Monnet et les membres du groupe Gauche Démocrate et Républicaine

ARTICLE 27

I. – À la cinquième ligne de la seconde colonne du tableau à l’alinéa 2, substituer au nombre :

« 15,7 »

le nombre :

« 16,5 ».

II. – En conséquence, à l’avant-dernière ligne de la seconde colonne du tableau au même alinéa, substituer au nombre :

« 3,5 »

le nombre :

« 2,7 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement, rédigé en partenariat avec le Groupe national des établissements publics sociaux et médico-sociaux, vise à renforcer les moyens financiers des Établissements et Services Médico-Sociaux prenant en charge des personnes en situation de handicap par l’attribution d’une enveloppe budgétaire supplémentaire de 800 millions d’euros, soit une hausse de 5 % par rapport au montant alloué dans l’ONDAM 2024.

Cette demande se justifie par les difficultés financières majeures que traverse actuellement ce secteur. Selon une enquête récente menée par le Groupe national des Établissements Publics Sociaux et Médico-Sociaux (GEPSo), 52 % des établissements publics interrogés accompagnant des personnes en situation de handicap affichent un déficit supérieur à 5 %. Ce chiffre témoigne d’une dégradation alarmante des finances des ESMS concernés, dégradation liée à l’importante hausse de charge que ces structures ont subi en 2023 du fait de l’inflation. Toujours selon l’enquête du

GEPSO, cette situation a d'ores et déjà conduit plus de 80 % des établissements concernés à mettre en place une politique de réduction des dépenses au détriment des personnes prises en charges et de la qualité des conditions de travail des personnels de ces établissements.

Pour toutes ces raisons, l'enveloppe de 800 millions d'euros supplémentaire proposée par cet amendement constitue une réponse nécessaire et proportionnée à ces enjeux. Elle permettra de rétablir l'équilibre financier des établissements et d'éviter qu'ils ne tombent dans une spirale de déficits structurels qui mettraient en péril la qualité de l'accompagnement des personnes en situation de handicap.

En raison de l'article 40, une réduction de l'objectif de dépenses des « autres prises en charge » a dû être opérée par les signataires de cet amendement mais ces derniers ne préconisent d'aucune manière une telle réduction.